- b) qu'une telle règle est appropriée et nécessaire en raison, notamment, de la faible expérience professionnelle acquise en début de carrière?

⁽¹⁾ Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, JO L 303, page 16.

**Demande de décision préjudicielle présentée par la Kúria (Hongrie) le 20 octobre 2015 —
Interservice d.o.o. Koper/Sándor Horváth**

(Affaire C-547/15)

(2016/C 027/11)

Langue de procédure: le hongrois

Jurisdiction de renvoi

Kúria

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Interservice d.o.o. Koper

Partie défenderesse: Sándor Horváth

Questions préjudicielles

- 1) Faut-il interpréter l'article 96, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾, en ce sens qu'il convient de considérer comme un transporteur de marchandises non seulement toute personne qui a conclu un contrat de transport pour les marchandises concernées avec le vendeur (un transporteur contractuel ou principal) mais aussi toute personne qui réalise le transport en tout ou en partie en vertu d'un autre contrat, conclu avec le transporteur contractuel ou principal (un sous-transporteur)?
- 2) Si la première question appelle une réponse affirmative, faut-il interpréter l'article 96, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, établissant le code des douanes communautaire, en ce sens que, dans toute situation telle qu'en l'espèce, cette disposition impose au sous-transporteur une obligation selon laquelle celui-ci doit, avant de poursuivre le transport des marchandises, dûment s'assurer que le transporteur principal a réellement présenté celles-ci au bureau de douane de destination en conformité avec les prescriptions applicables?

⁽¹⁾ Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire (JO L 302, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Consiglio di Stato (Italie) le 26 octobre 2015 —
Undis Servizi Srl/Comune di Sulmona**

(Affaire C-553/15)

(2016/C 027/12)

Langue de procédure: l'italien

Jurisdiction de renvoi

Consiglio di Stato

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Undis Servizi Srl

Partie défenderesse: Comune di Sulmona

Questions préjudicielles

- 1) Pour déterminer si une entité exerce l'essentiel de son activité avec la collectivité qui la contrôle, faut-il également tenir compte de l'activité qu'impose une administration publique non associée en faveur des collectivités publiques non associées?
- 2) Pour déterminer si une entité exerce l'essentiel de son activité avec la collectivité qui la contrôle, faut-il également tenir compte des attributions au profit des collectivités publiques associées avant que la condition relative au contrôle analogue ait été remplie?

**Demande de décision préjudicielle présentée par l'Audiencia Provincial de Cantabria (Espagne) le
27 octobre 2015 — Luca Jerónimo García Almodóvar et Catalina Molina Moreno/Banca de Caja
España de Inversiones, Salamanca y Soria, S.A.U.**

(Affaire C-554/15)

(2016/C 027/13)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Audiencia Provincial de Cantabria

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Luca Jerónimo García Almodóvar et Catalina Molina Moreno

Partie défenderesse: Banca de Caja España de Inversiones, Salamanca y Soria, S.A.U.

Questions préjudicielles

- 1) La limitation des effets rétroactifs de la nullité d'une clause plancher figurant dans un contrat conclu avec un consommateur en raison de son caractère abusif est-elle conforme au principe de l'absence de caractère contraignant [des clauses abusives] et aux articles 6 et 7 de la directive 93/13/CEE du Conseil ⁽¹⁾, du 5 avril 1993, concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs?
- 2) Le maintien des effets d'une clause plancher figurant dans un contrat conclu avec un consommateur qui a été déclarée nulle en raison de son caractère abusif est-il conforme aux articles 6 et 7 de la directive [93/13]?
- 3) La limitation des effets rétroactifs de la nullité d'une clause plancher figurant dans un contrat conclu avec un consommateur en raison de son caractère abusif, au motif d'un risque de trouble grave à l'ordre public économique et d'une bonne foi [de la part du professionnel], est-elle conforme aux articles 6 et 7 de la directive [93/13]?
- 4) En cas de réponse affirmative à la question précédente, dans la situation où un consommateur fait opposition à l'exécution dont il fait l'objet en raison du caractère abusif d'une clause figurant dans un contrat conclu avec un consommateur constituant le fondement de l'exécution ou ayant permis de déterminer le montant exigible, le fait de présumer l'existence d'un risque de trouble grave à l'ordre public économique est-il conforme aux articles 6 et 7 de la directive [93/13], ou convient-il d'apprécier et d'évaluer ce risque au regard des données économiques concrètes établissant les répercussions macroéconomiques de la reconnaissance de la rétroactivité de la nullité d'une clause abusive?